

A Fukushima, des retours au compte-gouttes

Malgré les efforts du gouvernement japonais, seuls 17 % des habitants sont revenus dans la zone irradiée

REPORTAGE

KAWAUCHI ET FUTABA (JAPON) -
envoyé spécial

Sur la nationale 288, aucun panneau n'indique l'entrée de Futaba. Seule l'apparition de villas cossues signale au visiteur son arrivée dans la petite ville du nord-est du Japon, meurtrie par la catastrophe nucléaire de Fukushima, en 2011. De lourdes barrières métalliques interdisent l'accès à ces maisons vides aux façades mangées par le lierre et aux jardins embroussaillés. Chacun est libre de longer la zone, de s'y arrêter pour regarder, mais personne ne peut y entrer. L'ensemble du quartier se trouve dans une « zone de retour difficile », c'est-à-dire dont les niveaux de contamination radioactive dépassent 50 millisieverts par an – la dose maximale admise en France est de 1 millisievert par an.

Si la décontamination se poursuit comme prévu, ce bloc d'habitations devrait être accessible en avril 2027. Tel est le plan du gouvernement japonais, bien décidé à redonner à Futaba, comme à l'ensemble des municipalités évacuées au moment de la catastrophe nucléaire, une apparence de normalité, voire à effacer, déplorent certains, les traces d'un drame désormais vieux de quinze ans. Pour autant, les retours ne se font qu'au compte-gouttes.

Le 11 mars 2011, un puissant séisme et un tsunami dévastaient le nord-est du Japon, faisant 20 000 morts et disparus. La catastrophe touche de plein fouet la centrale numéro un de Fukushima, sise à Futaba. Trois réacteurs fondent. D'énormes quantités de substances radioactives sont libérées dans l'atmosphère. Le gouvernement ordonne l'évacuation des populations. D'abord dans un rayon de 3 kilomètres, bientôt élargi à 10, 20 et enfin 30 kilomètres autour des installations nucléaires.

SUBVENTIONS

Au total, 165 000 habitants du département de Fukushima quittent leur logement. « Nous avons fui au nord de Tokyo, puis loué un appartement à Koriyama, à une cinquantaine de kilomètres de Kawauchi », se souvient Yoko Endo, septuagénaire rencontrée début mars en plein déneigement devant sa maison familiale à Kawauchi. Décidé à faire revenir les évacués, voire à susciter

des installations, l'Etat déploie depuis d'importants moyens financiers. Environ 2480 milliards de yens (13,5 milliards d'euros) ont été alloués à la décontamination des 2400 kilomètres carrés de zones polluées.

Le Japon subventionne aussi les retours et enveloppe de 2 millions de yens (11 000 euros) par foyer et finance les activités économiques afin de recréer de l'emploi en misant sur l'environnement, l'agriculture et les nouvelles technologies. En février 2021, Okuma, ville hôte avec Futaba de la centrale sinistrée, a ainsi adopté sa « vision zéro carbone » et lancé les travaux d'une centrale solaire dotée d'un système de stockage par batterie, sur l'ancien site du colège de la ville.

D'intenses campagnes de communication vantent les produits,

riz, fruits et poissons, de Fukushima. Tous sont testés. Ils ne doivent pas dépasser un seuil de contamination radioactive de 100 becquerels par kilo, contre 600 en Europe.

Depuis mai 2017, le gouvernement concentre l'effort de décontamination sur les centres urbains historiques où il reconstruit des « lieux de vie » (gares, administrations, commerces), afin de permettre un retour partiel des habitants. Cerné de « zones de retour difficile », le centre autour de la gare de Futaba a été totalement refait. « Beaucoup de maisons ont été détruites, mais nous avons gardé quelques bâtiments repères qui font le lien avec le passé », explique Nobuo Moriya, vobuile fonctionnaire de la mairie, reconstruite en 2023.

Une supérette Aeon a ouvert. Un bâtiment flambant neuf

D'INTENSES CAMPAGNES DE COMMUNICATION VANTENT LE RIZ, LES FRUITS, LE POISSON DE FUKUSHIMA, QUI TOUS SONT TESTÉS

abrite une filature ultramoderne et un café qui propose des desserts à base de pommes et de pêches de Fukushima. Les maisons des alentours de la gare ont été remplacées par 86 élégants logements publics aux structures de bois sombre. Malgré ces efforts, seules 201 personnes, dont 93 anciens habitants, sont revenues ou se sont installées. Avant 2011, Fu-

taba comptait 7 000 résidents. Dans les nouveaux logements, on dénombre quelques familles, mais « 80 % sont occupés par des personnes seules et plutôt âgées », regrette Isuke Takakura, paysagiste au look de rockeur, chef du district de Hamano, où se trouvait sa maison avant 2011. Non loin de la mer, elle a été balayée par le tsunami. La dizaine d'enfants qui vit aujourd'hui à Futaba doit encore aller à l'école à Namie, ville voisine. « Si tout va bien, une école sera construite d'ici cinq ans », précise M. Takakura.

Parmi les nouveaux arrivants, l'étudiante Asuka Minemura, 19 ans et fan d'Alice au pays des merveilles, se spécialise dans l'aménagement urbain. « Je m'intéresse aux zones qui cherchent à attirer des habitants. L'image que j'avais de Futaba était celle d'une ville sombre, contaminée, pas re-

construite. En réalité, c'est agréable. Mes parents se sont inquiétés en raison du risque radiologique, mais pas moi. » M^{me} Minemura n'a qu'un souvenir diffus de la catastrophe de 2011. « J'avais 4 ans. Je me souviens juste que j'étais en famille à Kamakura [au sud de Tokyo], et qu'on ne pouvait plus rentrer à la maison. » Le séisme avait paralysé les transports.

D'autres jeunes se sont aussi laissés séduire. Sota Oshima a ainsi ouvert en 2024 à Kawauchi la distillerie Naturadistill, qui fleurit bon le genévrier et produit chaque mois 1 000 bouteilles de gin. « Quand j'étais étudiant à l'université de Fukushima, j'ai fait un stage à Kawauchi. J'ai beaucoup aimé les lieux. Après la catastrophe, j'ai décidé d'agir », explique le jeune homme de 29 ans, visage poupin et large mèche tombant sur le front.

Dans les sept communes les plus proches de la centrale, dont Futaba et Kawauchi, à peine 17 % des habitants sont revenus. Outre des questions sur les infrastructures et l'emploi, et le fait que beaucoup d'évacués ont refait leur vie ailleurs, les inquiétudes demeurent sur la contamination radioactive. « L'argent public promet l'idée que l'eau et les sols sont sans danger. C'est comme si les leçons de Fukushima étaient effacées et que la catastrophe n'avait jamais eu lieu », regrette Ayumi Fukakusa, de Friends of the Earth Japan.

La présence à Futaba et à Okuma du site de stockage de 14 millions de mètres cubes de déchets issus des maisons et des terres agricoles de Fukushima ne rassure guère. Et le démantèlement de la centrale, censé se terminer au plus tard en 2051, traîne en raison de la complexité à extraire le corium du fond des trois réacteurs fondus. ■

PH. ME. (TOKYO, CORRESPONDANCE)

PHILIPPE MESMER



Une maison dans la « zone de retour difficile », le long de la route nationale 288, dans la ville de Futaba (Japon), le 9 mars. HISASHI MURAYAMA POUR « LE MONDE »

Au Japon, le nucléaire de nouveau au cœur de la stratégie énergétique nationale

QUINZE ANS APRÈS FUKUSHIMA, le Japon, déterminé à décarboner son économie et soucieux de son indépendance énergétique, renoue peu à peu avec le nucléaire. Le réacteur numéro 2 de la centrale de Shika (centre), arrêté depuis 2011, pourrait ainsi reprendre du service en avril. Dernier obstacle à sa relance, la plainte d'actionnaires de l'exploitant, la Compagnie d'électricité Hokuriku, qui arguait des lacunes du plan d'évacuation en cas d'accident mises en évidence par le tremblement de terre de 2024 dans la péninsule voisine de Noto, a été rejetée le 4 mars par la justice.

Un seizième réacteur devrait de ce fait redémarrer, confirmant le retour en force de cette source d'énergie au Japon, quinze ans après la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima, provoquée par le séisme et le tsunami du 11 mars 2011. Le drame avait nourri un fort rejet de cette source d'énergie. Le premier ministre de l'époque, Naoto Kan (2010-2011), du Parti

démocrate, aujourd'hui dans l'opposition, avait appuyé la sortie progressive du Japon de sa dépendance à l'atome.

Le temps passant, cette hostilité s'estompe dans un archipel pauvre en ressources et de carbone émetteur mondial de dioxyde de carbone. Alors que le gouvernement et la Compagnie d'électricité de Tokyo (Tepco) s'efforcent d'effacer – officiellement d'ici à 2051 – toute trace de la catastrophe de Fukushima à travers une ambition politique de démantèlement et de décontamination du site et de ses alentours, les Japonais semblent moins hostiles au nucléaire.

Décarboner et stimuler la croissance

Les résultats, annoncés le 28 février, d'un sondage du quotidien de centre gauche *Asahi* révèlent que 51 % des personnes interrogées sont favorables à l'atome, contre 35 % qui s'y opposent. Et que 66 % des 18-29 ans soutiennent le nucléaire, et ce malgré les inquiétudes exprimées par les

associations et les riverains des centrales au sujet des plans d'évacuation des zones habitées en cas de catastrophe.

L'évolution de la perception profite au gouvernement qui a placé le nucléaire au cœur de sa stratégie de Green Transformation (GX). Lancée en 2023, cette politique ambitieuse de décarboner l'économie d'ici à 2050 tout en stimulant la croissance. A son arrivée au pouvoir en octobre 2025, la première ministre, l'ultraconservatrice Sanae Takaichi, a qualifié le nucléaire d'« essentiel » à la politique énergétique du pays. Elle confirmait ainsi les objectifs fixés en février 2025 de porter la part du nucléaire dans le bouquet énergétique de 8,5 % à 20 % d'ici à 2040. L'atome doit contribuer à augmenter l'autonomie énergétique du Japon, de 15,2 %, à l'exercice 2023, à 30 %-40 %, en 2040. En parallèle, le pays entend faire un gros effort sur les renouvelables dont la part du bouquet énergétique devrait passer de 22,9 % à 40 %-50 %

sur la même période. Le Japon disposait avant la catastrophe de Fukushima de 54 réacteurs répartis en 18 centrales et qui fournissaient 30 % de la production électrique. Il compte aujourd'hui 33 réacteurs exploitables ou en construction.

Quinze ont été relancés depuis 2015, le dernier en date étant le numéro 6 de la centrale de Kashiwazaki-Kariwa. Propriété de Tepco, la plus grande centrale nucléaire au monde en matière de puissance électrique nette a ainsi repris, le 16 février, la distribution de courant vers la région métropolitaine de Tokyo.

Le réacteur est le premier remis en service par la Tepco depuis Fukushima. Outre le fait de contribuer aux objectifs énergétiques du gouvernement, ce redémarrage doit aider la compagnie à rembourser ses finances, dégradées par le démantèlement de Fukushima et les indemnités des personnes affectées par la catastrophe. ■